

PARLIAMENTARY ASSEMBLY
OF THE
COUNCIL OF EUROPE

12 September 1991

Doc. 6493

OPINION

on the follow-up to the European Campaign
for the Countryside¹

(Rapporteur : Mrs ANTILA,
Finland, Centre Party)

1. Rural regions in Council of Europe member states have experienced a population exodus over the last forty years. Many rural communities have ceased to exist or are threatened by abandonment. Agriculture (including forestry and fisheries) has experienced a technical revolution and major structural changes over the same period have drastically reduced the agricultural workforce. Its overall economic role has been considerably reduced, but farming remains of vital importance for rural regions in Europe — not least in some of the new democracies in Central and Eastern Europe and in the Mediterranean region.

2. The extremely diversified European countryside, rich in cultural and social heritage, is seriously threatened by the drastic changes which agriculture and rural areas have been and still are subjected to as part of a profound change in European economies. All Council of Europe member states therefore took an active part in the European Campaign for the Countryside which was organised by the Council of Europe in 1987 and 1988. It allowed member countries to compare their rural development policies and the results obtained.

3. Such policies are, however, difficult to carry out with success since traditional economic-efficiency thinking argues against decentralisation and for centralisation. The fact that rural development policies are increasingly designed by urban technocrats is of little assistance to rural areas striving for survival and social justice. A citation of a higher official in the European Commission illustrates this thinking: "At the moment, about 25 million to 27 million people are employed in agriculture, forestry and related industries. It is feasible that by the year 2000 employment will have dropped to 3 million to 4 million in agriculture

1. See Doc. 6492.

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE
DU
CONSEIL DE L'EUROPE

12 septembre 1991

Doc. 6493

AVIS

sur le suivi de la Campagne européenne
pour le monde rural¹

(Rapporteur : M^{me} ANTILA,
Finlande, parti centriste)

1. Les régions rurales des Etats membres du Conseil de l'Europe ont été au cours des quarante dernières années le théâtre d'un exode de population. De nombreuses communautés rurales ont cessé d'exister ou sont menacées d'abandon. L'agriculture (y compris la sylviculture et la pêche) a connu une révolution technique et d'importants changements structurels intervenus au cours de la même période ont considérablement réduit la main-d'œuvre agricole. Le rôle économique de cette main-d'œuvre a, dans son ensemble, fortement diminué, mais l'agriculture reste d'une importance vitale pour les régions rurales de l'Europe, en particulier dans certaines nouvelles démocraties d'Europe centrale et de l'Est, et dans la région méditerranéenne.

2. L'extrême diversité de la campagne européenne, riche de son patrimoine culturel et social, est gravement menacée par les changements fondamentaux qu'ont connus, et que continuent de connaître, l'agriculture et le monde rural à la suite de la mutation profonde des économies européennes. Aussi tous les Etats membres du Conseil de l'Europe ont-ils pris une part active à la Campagne européenne pour le monde rural organisée par le Conseil de l'Europe en 1987 et en 1988, à l'occasion de laquelle ils ont pu comparer leurs politiques de développement rural et les résultats obtenus.

3. Ces politiques sont, toutefois, difficiles à mettre en œuvre avec succès, dans la mesure où l'argument traditionnel de la rentabilité économique privilégie la centralisation au détriment de la décentralisation. Le fait que les politiques de développement rural sont de plus en plus conçues par des technocrates urbains n'aide guère les régions rurales dans leur lutte pour la survie et la justice sociale. Les propos d'un haut fonctionnaire de la Commission des Communautés européennes en apportent l'illustration: «A l'heure actuelle, le système agricole et forestier, et des industries connexes, représente environ 25 à 27 millions de

1. Voir Doc. 6492.

and to 3 million in agro-industrial activities ; however, forestry employment will probably increase. Tens of thousands of the 180 thousand villages in Europe will have no future ; they will disappear or stagnate."

4. Your Rapporteur believes that uncontrolled urbanisation in Europe is contrary to the wishes of Europeans who increasingly wish to maintain their rural cultural heritage and a living countryside. The Committee on Agriculture therefore has taken up several initiatives all of which aim at promoting rural development under economically and environmentally healthy conditions. The future of European agriculture, forestry and fisheries was also analysed by the committee at its Conference on European Agriculture 2000 (Munich 7-8 September 1988). This conference concluded, *inter alia*, that structural changes in European agriculture will continue and that more emphasis will need to be given to alternative agricultural production and in particular non-food agricultural products. The bio-energy production potential in the European Community for example could be as high as 400 million tonnes oil equivalent per year by the year 2000 compared to a consumption of 463 million tonnes oil equivalent in 1989.

5. Policy measures which might have a further negative impact on rural economic life must be avoided or adjusted in order to stop an undesirable abandonment of the countryside. Agricultural production, because of its upstream and downstream economic impact, still plays an important role in maintaining a living countryside in several rural regions in Europe. Leaving agricultural land idle and villages in ruin, abandoning an important cultural and gastronomic heritage in favour of crowded, overpopulated and polluted urban centres should not be this generation's heritage for its children. Your Rapporteur is convinced that the former French Prime Minister, Mr Edgar Faure, was perfectly right when he said : "When the countryside breathes no more, then the city will also suffocate."

6. One of the key problems in achieving a balanced development between urban centres and a living rural world is one of communication. People in cities and in the countryside must become aware of what society will lose if the countryside is abandoned.

7. New communication technology is offering a way of decentralising work-places and might therefore present an opportunity for the revitalis-

personnes employées. Nous pouvons imaginer que d'ici à l'an 2000 ce niveau d'emploi se réduira à 3 ou 4 millions environ dans les activités agricoles, et 3 millions dans les activités agro-industrielles ; seuls les emplois dans l'activité forestière pourront vraisemblablement augmenter. Intervenir pour élargir les utilisations non alimentaires signifie agir sur un système qui concerne directement et immédiatement plus de 25 millions de personnes, ainsi que 180 000 villages d'Europe, dont plusieurs dizaines de milliers n'ont pas d'avenir, sont destinés à disparaître ou à végéter.»

4. Votre rapporteur estime que l'urbanisation incontrôlée de l'Europe est contraire aux vœux des Européens, qui souhaiteraient de plus en plus conserver leur patrimoine culturel rural et maintenir une campagne vivante. La commission de l'agriculture a donc pris plusieurs initiatives, qui visent toutes à encourager le développement rural dans des conditions économiquement et écologiquement saines. Elle a également analysé l'avenir de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche européennes lors de sa Conférence sur l'agriculture européenne en l'an 2000 (Munich, 7 et 8 septembre 1988). Cette conférence a abouti, notamment, à la conclusion que l'agriculture européenne continuerait à subir des changements structurels et qu'il faudrait accorder une plus grande place à la production agricole de substitution, et, en particulier, aux produits agricoles non alimentaires. La production de bioénergie dans la Communauté européenne, par exemple, pourrait atteindre, d'ici à l'an 2000, 400 millions de tonnes d'équivalent pétrole, qu'il faut rapprocher des 463 millions de tonnes d'équivalent pétrole consommées en 1989.

5. Pour mettre un terme à un abandon indésirable des campagnes, il convient d'éviter ou d'ajuster les mesures risquant d'avoir de nouvelles incidences négatives sur la vie économique rurale. La production agricole, en raison de ses conséquences économiques en amont et en aval, contribue encore de façon importante au maintien d'une campagne vivante dans plusieurs régions rurales d'Europe. La présente génération ne doit pas léguer à ses enfants des terres agricoles laissées en friche, des villages en ruine et la perte d'un patrimoine culturel et gastronomique important, abandonné en faveur de centres urbains surpeuplés et pollués. Votre rapporteur est convaincu que l'ancien Premier ministre français, M. Edgar Faure, avait parfaitement raison de dire : «Quand la campagne ne respirera plus, la ville étouffera aussi.»

6. L'un des problèmes dont dépend la réalisation d'un développement assurant un équilibre entre les centres urbains et un monde rural vivant est un problème de communications. Les habitants des villes et ceux des campagnes doivent prendre conscience de ce que la société perdra si les campagnes sont abandonnées.

7. La nouvelle technologie des communications offre un moyen de décentraliser les lieux de travail et pourrait donc apporter l'occasion de

ation of the countryside. Possibly for the first time since the Industrial Revolution will rural regions across Europe have as equal an opportunity to benefit from technological change as their urban counterparts. This can, however, only be achieved if a general political framework for such development is established. It is important for the design of such a policy that rural regions should not suffer any structural pricing or taxation disadvantages compared to urban centres. Three functions of a general development plan are of particular importance:

- education of rural youth in the use of new communication technology;

- the employment of such technology for the strengthening of the performance of existing small and medium-sized enterprises in all sectors, including farms, fishing boats, etc.;

- the creation of new employment opportunities in the information technology sector.

8. For the individual and the family of a commuter society this can bring work closer to home and might allow for more leisure time. It will result in less strain on transportation networks and in the creation of an economically stronger and competitive countryside. The relationship between rural and urban centres would become more harmonious and the brain drain from the countryside could be stopped and even reversed. Considerable changes would take place in the field of education and training and a satisfactory level of social services would again be possible.

9. In order to create more employment and thus maintain a living countryside it is important to set up a framework for structural change of society and work. The Council of Europe which has a vocation to defend the interests and well-being of the individual has taken the initiative to promote such change by organising the European Campaign for the Countryside in 1987 and 1988. However, the Committee on Agriculture feels that the Council of Europe should continue to work for the preservation of a living European countryside, which will benefit rural and urban populations alike, and preserve an important part of the European cultural heritage for the future. It considers it important to maintain the momentum gained during the campaign for the revitalisation of the European countryside and proposes that the most important work accomplished during the campaign be continued and co-ordinated at European level by a committee composed of the presidents (or their representatives) of national committees

redonner vie aux campagnes. Pour la première fois peut-être depuis la révolution industrielle, les régions rurales de toute l'Europe auront autant de chances que les régions urbaines de profiter du changement technologique. Néanmoins, elles n'y parviendront que si l'on établit un cadre politique général permettant ce développement. En élaborant des orientations de cette sorte, il convient d'éviter que les régions rurales soient défavorisées par rapport aux centres urbains par le niveau des prix ou les mesures fiscales. Un plan général de développement comporte trois fonctions particulièrement importantes:

- apprendre aux jeunes ruraux à se servir de la nouvelle technologie des communications;

- mettre à profit cette technologie pour améliorer le fonctionnement des petites et moyennes entreprises dans tous les secteurs, y compris ceux des fermes ou des bateaux de pêche, par exemple;

- créer de nouvelles possibilités d'emplois dans le secteur informatique.

8. Ce développement permettrait aux personnes et aux familles jusqu'ici assujetties à des migrations journalières de travailler plus près de leur domicile et de disposer de plus de temps de loisirs. Il en résulterait un allègement des pressions auxquelles sont soumis les réseaux de transports et l'apparition de régions rurales économiquement plus fortes et plus concurrentielles. Les relations entre les centres ruraux et les centres urbains deviendraient ainsi plus harmonieuses et l'on pourrait faire cesser l'exode des cerveaux des campagnes vers les villes, voire inverser le mouvement. Des changements considérables interviendraient dans le domaine de l'éducation et de la formation, et il serait à nouveau possible d'assurer un niveau satisfaisant de services sociaux.

9. Pour créer davantage d'emplois et donc conserver des campagnes vivantes, il importe de mettre sur pied le cadre nécessaire à la transformation structurelle de la société et du travail. Le Conseil de l'Europe, dont la vocation est de défendre les intérêts et le bien-être de la personne, a pris l'initiative d'encourager cette transformation en organisant en 1987 et 1988 la Campagne européenne pour le monde rural. La commission de l'agriculture estime toutefois qu'il devrait continuer à œuvrer pour la conservation d'une campagne européenne vivante, profitable aux populations rurales comme aux populations urbaines, et assurant la sauvegarde d'une partie importante du patrimoine culturel européen. Elle juge important de conserver l'élan pris dans le cadre de la Campagne européenne pour le monde rural et propose que les principaux travaux accomplis lors de la campagne soient poursuivis et coordonnés au niveau européen par un comité formé des présidents (ou leurs représentants) des comités natio-

which should meet once or twice a year for this purpose under the auspices of the Council of Europe.

10. Your Rapporteur fully endorses the recommendations of the valuable report Mr Pinto has drawn up for the Committee on the Environment, Regional Planning and Local Authorities (Doc. 6492).

11. It is a duty for an organisation such as the Council of Europe, in particular because of its new geopolitical dimension, to take an active interest in preserving a living, diversified European countryside. Your Rapporteur therefore suggests that this aspect should be further underlined in the draft recommendation by adding the following words at the end of sub-paragraph 6.i :

“and include in the intergovernmental work programme the convening of one or two co-ordination meetings per year of the chairmen/presidents of national committees”;

and by inserting after sub-paragraph 6.ii two new sub-paragraphs reading as follows :

“to give priority to activities of importance for the preservation of the natural environment and the European rural, cultural heritage ;

to promote economic activity and the creation of employment in rural regions, in particular by the use of new communication technologies as recommended in Assembly Recommendation 1122 on the revival of the countryside by means of information technology”.

Reporting committee : Committee on Environment, Regional Planning and Local Authorities.

Committee for opinion : Committee on Agriculture.

Reference to committee : Reference No. 1643 of 21 September 1989.

Opinion approved by the committee on 14 June 1991.

See 15th Sitting, 23 September 1991 ; and Recommendation 1165.

naux, qui se réunirait une ou deux fois par an dans ce but, sous les auspices du Conseil de l'Europe.

10. Votre rapporteur souscrit pleinement aux recommandations contenues dans l'excellent rapport que M. Pinto a élaboré pour la commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et des pouvoirs locaux (Doc. 6492).

11. Une organisation comme le Conseil de l'Europe, en raison notamment de sa nouvelle dimension géopolitique, se doit de s'intéresser activement à la conservation d'un monde rural européen vivant et diversifié. Votre rapporteur propose donc que l'on souligne encore davantage cet aspect dans le projet de recommandation en ajoutant les mots suivants à la fin de l'alinéa 6.i :

«et d'inclure dans le programme annuel de travail intergouvernemental la convocation d'une ou deux réunions de coordination des présidents de ces comités nationaux ;»

et en insérant après l'alinéa 6.ii deux nouveaux alinéas ainsi libellés :

«d'accorder la priorité aux activités pouvant contribuer de façon importante à la conservation du milieu naturel et du patrimoine culturel rural européen ;

de promouvoir l'activité économique et la création d'emplois dans les régions rurales, en particulier utilisant les nouvelles technologies de communication recommandées dans la Recommandation 1122 de l'Assemblée relative au renouveau rural par la télématique».

Commission chargée du rapport : commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et des pouvoirs locaux.

Commission saisie pour avis : commission de l'agriculture.

Renvoi en commission : Renvoi n° 1643 du 21 septembre 1989.

Avis approuvé par la commission le 14 juin 1991.

Voir 15^e séance, 23 septembre 1991 ; et Recommandation 1165.